



REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois mai à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – MORICE Gildas – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine – MALLARGÉ Bernard.

Absents : CORLAY Gérald (pouvoir à PIPART Fabrice)
THOMAS Gwénaél (pouvoir à VINCENT Louis)
LE HEGARAT Valérie (pouvoir à DELVO SALAUN Rozenn)
MORICE Christian (pouvoir à LEFEBVRE Nathalie)
ROUAULT Anne-Marie

Secrétaire de séance : PIPART Fabrice

DELIBERATION N° 20240523-026

Date de convocation : 17 mai 2024

Objet : Redevance d'occupation du domaine public - Ouvrages des réseaux publics d'électricité et de télécommunications.

Redevance d'occupation du domaine public – réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique

Elle est fixée par le conseil municipal dans la limite des plafonds définis à l'article R.2333-105 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les plafonds de cette redevance évoluent au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1er mars 1974, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier.

Cette redevance maximale applicable aux communes dont la population est inférieure ou égale à 2 000 habitants, est de 238.94 euros (à raison de 153 euros x 1,5617).

Aussi, le montant de la redevance pouvant être mis en recouvrement auprès d'Enedis est égal à 239 euros au titre de cette année. Le montant de la redevance pour occupation du domaine public sera annuellement fixé au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie au sein du décret.

Redevance d'occupation du domaine public - réseaux publics de télécommunications

Les montants annuels plafonds des redevances, pour occupation du domaine public, dues notamment aux communes pour l'occupation du domaine public et non routier par les ouvrages de communications électroniques, sont fixés en application des articles R.20-45 à R.20-54 du code des postes et communications électroniques.

Chaque année, il convient donc de demander à Orange et à Mégalis, opérateurs présents sur la commune, le détail du patrimoine concerné pour émission d'un titre annuel.

Pour 2024, les nouveaux plafonds de la redevance pour les ouvrages de communications électroniques sont les suivants :

- Artères souterraines : 48,27 € par km
- Artères aériennes : 64,36 € en aérien
- Autres installations au sol : 32,18 € / m2
- Soit une RODP à percevoir en 2024 auprès d'Orange :

	Kms	Tarif	Total RODP
Artères souterraines	32.439	48.27 €	1 565.83 €
Artères aériennes	32.18	64.36 €	2 071.36 €
Autres installations au sol	1	32.18 €	32.18 €
			3 669.37 €

Ce montant sera actualisé automatiquement chaque année.

La fibre optique étant commercialisée sur la commune, une RODP pourra être perçue pour les réseaux de fibre qui ont été posés par Mégalis en dehors des zones couvertes par les opérateurs privés.

- Soit une RODP à percevoir en 2024 auprès de Mégalis :

	Kms	Tarif	Total RODP
Artères souterraines	2.102	48.27 €	101.46 €
Artères aériennes	1.63	64.36 €	104.65 €
Autres installations au sol	4	32.18 €	128.72 €
			334.83 €

Il est précisé que les montants des RODP seront actualisés annuellement en fonction des tarifs de référence, des coefficients d'actualisation et du patrimoine concerné.

Le conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine public routier dues par les opérateurs de transport et de distribution d'énergie électrique et de communications électroniques et de l'autoriser à émettre annuellement les titres de recette correspondants suivants les montants actualisés.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le Maire,
Laurent LE FAUCHEUR

